

DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE

Information concernant la demande

L'objectif:

Le règlement permet d'ajuster la mise en application quotidienne de certaines dispositions des règlements de zonage ou de lotissement autres que celles relatives aux usages et à la densité d'occupation du sol, afin de tenir compte de certains cas où l'application stricte du règlement cause un préjudice sérieux au requérant.

Les circonstances :

Une demande de dérogation mineure peut être présentée à l'égard d'un projet de construction ou de lotissement ainsi qu'à l'égard de travaux en cours ou déjà exécutés, dans le cas où ces travaux ont fait l'objet d'un permis de construction et ont été exécutés de bonne foi.

Les conditions :

- Doit être mineure;
- S'agit d'un cas isolé et non présenté en série;
- Respecte les objectifs du plan d'urbanisme;
- Les dispositions du règlement causent un préjudice sérieux au requérant, c'est-à-dire qu'il est totalement impossible sans préjudice sérieux de modifier le projet, la construction ou l'installation afin de les rendre conforme;
- N'apparaît pas comme un moyen de légaliser une situation illégale provoquer par le requérant, faite délibérément ou par mauvaise volonté, or rien ne met en doute la bonne foi du requérant;
- N'aurait pas pour effet de porter atteinte à la jouissance des droits de propriété des propriétaires des immeubles voisins.

Contenu de la demande

Le présent formulaire doit être dûment rempli et signé et doit être déposé à la Municipalité avec tous les documents nécessaires et le paiement des frais applicables avant le délai établi ([voir le calendrier à la page suivante](#))

- Procuration** (si le demandeur n'est pas le propriétaire)
- Certificat de localisation** Nom de l'arpenteur : _____ N° de minute : _____
- Tout autre plan, document ou lettre explicative jugé nécessaire à la bonne compréhension de la demande de dérogation mineure

Coûts de la demande

	Pour régulariser une situation existante	Pour une nouvelle demande
<input type="checkbox"/> Résidentielle	400 \$	600 \$
<input type="checkbox"/> Commerciale, industrielle & institutionnelle (d'une valeur de moins de 500 000 \$)	400 \$	600 \$
<input type="checkbox"/> Commerciale, industrielle & institutionnelle (d'une valeur de 500 000 \$ et plus)	1 500 \$	1 500 \$

Délais de présentation

Le comité consultatif d'urbanisme siège habituellement une fois par mois et est suivi de la réunion du conseil municipal.

Les dates indiquées pour l'année 2020 peuvent faire l'objet de modification ou de changement en tout temps. N'hésitez pas à communiquer avec nous afin de confirmer les informations.

Délai de remise des documents	Rencontre du CCU (recommandation)	Séance du conseil municipal (décision)	Délai de remise des documents	Rencontre du CCU (recommandation)	Séance du conseil municipal (décision)
6 janvier 2020	13 janvier 2020	22 janvier 2020	12 juin 2020	22 juin 2020	8 juillet 2020
24 janvier 2020	3 février 2020	12 février 2020	31 juillet 2020	10 août 2020	19 août 2020
14 février 2020	24 février 2020	11 mars 2020	14 août 2020	24 août 2020	9 septembre 2020
20 mars 2020	30 mars 2020	15 avril 2020	18 septembre 2020	28 septembre 2020	14 octobre 2020
17 avril 2020	27 avril 2020	13 mai 2020	23 octobre 2020	2 novembre 2020	18 novembre 2020
15 mai 2020	25 mai 2020	10 juin 2020	13 novembre 2020	23 novembre 2020	9 décembre 2020

Un avis public de la séance où statuera le conseil sur la demande de dérogation mineure est publié au moins 15 jours à l'avance.

Avis du comité

Le comité consultatif d'urbanisme étudie la demande et formule ses recommandations au conseil.

Décision du conseil municipal

Le conseil municipal rend sa décision par résolution, qui sera par la suite transmise au requérant. S'il y a lieu, le Service des permis et des inspections délivre le permis.

Identification

Propriétaire

Nom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Téléphone :

Courriel :

Demandeur

Nom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Téléphone :

Courriel :

Emplacement

Matricule :

Lot :

Adresse :

Résumé de la demande de dérogation mineure

Signature du demandeur



Date : _____

Signature : _____
(Propriétaire ou procureur fondé)